

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 51

Loi sur les droits successoraux

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES PARIZEAU

Ministre du revenu

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi donne suite au discours sur le budget du 18 avril 1978 et remplace l'actuelle Loi des droits sur les successions.

Le nouveau régime, qui s'applique aux successions ouvertes après le 18 avril 1978, vise à taxer chaque bénéficiaire en fonction de ce qu'il reçoit, sans relation aucune avec l'importance de la succession de laquelle provient le bien transmis. Il prévoit l'utilisation d'une seule table de taux d'imposition, les taux variant de 20 à 35 pour cent.

Le projet de loi propose les exemptions suivantes:

a) Toute succession ou partie de succession reçue en pleine propriété par le conjoint est entièrement exemptée de droits.

b) Les enfants et autres personnes à charge bénéficient d'une exemption en deux volets: d'abord, une première exemption de \$75 000 par bénéficiaire; ensuite, pour les enfants et personnes à charge de moins de 26 ans, une seconde exemption qui est le résultat de la multiplication d'un montant de \$2 000 par la différence entre l'âge du bénéficiaire au décès du défunt et 26 ans. L'exemption maximale pour un enfant ou une personne à charge peut donc atteindre \$125 000. Toute partie non utilisée de l'exemption de \$75 000 par un enfant du défunt est transférable aux héritiers du défunt qui sont les descendants de cet enfant ou son conjoint.

c) Lorsque l'enfant ou la personne à charge est atteint, au moment du décès, de cécité totale ou permanente ou est retenu au lit ou dans un fauteuil de façon permanente, une exemption supplémentaire de \$50 000 est prévue.

d) Tout autre bénéficiaire a droit à une exemption de \$5 000.

Enfin, en vertu du nouveau régime, les droits sur les biens agricoles et les actions de corporations privées seront, lorsque les biens ou les actions sont transmis en ligne directe, réduits de moitié, et leur paiement étalé sur une période de sept ans. Toutefois, si le bénéficiaire se départit du bien au cours de cette période, le solde des droits devient alors exigible sans qu'aucune déduction ne soit alors permise.

Projet de loi n° 51

Loi sur les droits successoraux

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi et dans les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«bénéficiaire»: toute personne à qui un bien est transmis ou réputé transmis en raison d'un décès;

«bien»: tout bien dont la propriété, l'usufruit ou la jouissance est transmis en raison d'un décès;

«enfant»: notamment, un enfant du conjoint;

«ministre»: le ministre du revenu;

«règlement»: un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi.

CHAPITRE II

ASSUJETTISSEMENT ET INCIDENCE DES DROITS

2. Tout bien situé au Québec et transmis en raison d'un décès est frappé de droits.

3. Tout bénéficiaire résidant ou domicilié au Québec à qui un bien situé hors du Québec est transmis en raison d'un décès doit payer des droits sur ce bien.

4. Chaque bénéficiaire est personnellement responsable des droits sur la valeur imposable des biens qui lui sont transmis en raison d'un décès.

5. Dans le cas d'usufruit ou d'usage d'un bien ainsi que dans le cas d'un bien faisant l'objet d'une fiducie qui ne donne au fiduciaire aucun droit d'empiétement sur le capital de la fiducie au profit du bénéficiaire du revenu, le montant des droits est calculé comme si l'usufruitier, l'usager ou le bénéficiaire du revenu recevait le bien ainsi grevé en propriété absolue et comme une personne distincte n'ayant droit qu'aux exemptions prévues à l'article 31.

6. Un bien faisant l'objet d'une substitution ou d'une fiducie qui donne droit au fiduciaire d'empiéter sur le capital de la fiducie au profit du bénéficiaire du revenu est réputé transmis en propriété absolue au grevé ou au bénéficiaire du revenu en raison du décès du disposant; tout tel bien à l'égard duquel le droit de l'appelé ou du bénéficiaire du capital s'ouvre au décès du grevé ou du bénéficiaire du revenu, selon le cas, est réputé transmis à l'appelé ou au bénéficiaire du capital en raison de ce décès; si leur droit s'ouvre avant le décès du grevé ou du bénéficiaire du revenu, le bien est alors réputé leur être transmis en raison du décès du disposant.

CHAPITRE III

TRANSMISSIONS RÉPUTÉES

7. Un bien est réputé transmis en raison du décès d'une personne:

a) lorsque ce bien a fait l'objet d'une donation à cause de mort par cette personne;

b) lorsque ce bien faisait l'objet d'une prohibition d'aliéner qui avait été stipulée par cette personne et qui existait encore dans les trois ans précédant son décès;

c) lorsque cette personne avait à l'égard de ce bien un droit général de disposer ou une faculté générale d'élire; ou

d) lorsque cette personne a disposé de ce bien à titre gratuit d'une manière quelconque par un acte qui a pris effet dans les trois ans précédant son décès; si une telle disposition avait pour objet une somme d'argent, elle est réputée n'avoir pris effet que le jour où cette somme a été réellement versée.

8. Lorsqu'une personne a disposé d'un bien par un acte qui a pris effet plus de trois ans avant son décès et pour une contrepartie alors inférieure à sa valeur marchande et que, avant ces trois

ans, elle ne s'est pas absolument désaisie de son droit de propriété à la totalité de ce bien, d'en prescrire l'utilisation ou la destination ou de recevoir une compensation quelconque pour tenir lieu des revenus pouvant en provenir, ce bien est réputé transmis en raison du décès de cette personne mais seulement dans la proportion de sa valeur marchande au décès égale à la proportion que représentait l'excédent de sa valeur marchande au moment de la disposition sur la contrepartie alors reçue par rapport à sa valeur marchande à ce moment.

9. Les articles 7 et 8 ne s'appliquent pas à une ou plusieurs donations entre vifs en faveur d'un même donataire, sauf dans la mesure où la valeur marchande des biens ainsi donnés au cours d'une même année excède \$3 000.

10. Un bien est réputé transmis en raison du décès d'une personne lorsqu'elle en a disposé par un acte de fiducie qui a pris effet plus de trois ans avant son décès, dans la mesure où la propriété absolue de ce bien n'a pas été remise au bénéficiaire du capital de la fiducie au moins trois ans avant le décès.

11. Lorsque la disposition d'un bien dans les trois ans précédant le décès d'une personne revêt la forme d'un contrat à titre onéreux mais comporte en fait une libéralité, cette libéralité est réputée constituer, jusqu'à concurrence de sa valeur, une disposition d'un bien à titre gratuit en faveur du bénéficiaire de cette libéralité.

12. Lorsqu'un bien qui ne se trouvait pas dans la succession d'une personne au moment de son décès y entre par un transfert subséquent consenti par son propriétaire au donataire, légataire, exécuteur ou fiduciaire de cette personne pour qu'il en soit disposé selon la volonté de celle-ci, et que ce transfert a été fait à titre gratuit ou en considération d'avantages accordés par la personne décédée, ce bien est réputé transmis en raison du décès de cette personne à celui qui le reçoit.

13. Nonobstant les dispositions du Code civil, le produit d'une police d'assurance payable en raison ou à l'occasion du décès d'un assuré, y compris une rente payable par l'assureur, est réputé transmis en raison de ce décès au bénéficiaire de la police, même lorsque l'assuré n'a pas personnellement contracté l'assurance et n'en a pas acquitté les primes.

Toutefois, la partie du produit correspondant aux primes que le bénéficiaire a personnellement acquittées et effectivement supportées, et la partie du produit que le bénéficiaire a de toute autre manière acquise à titre onéreux ne sont pas réputées transmises en raison du décès de l'assuré.

14. Lorsqu'une personne a stipulé que les droits dus par un bénéficiaire à qui un bien est transmis en raison de son décès seront payés ou remboursés par une autre personne, tout bien servant à ce paiement ou à ce remboursement est réputé transmis en raison du décès à ce bénéficiaire.

15. Tout bien situé hors du Québec et transmis en raison du décès d'une personne résidant ou domiciliée au Québec à une corporation ou une fiducie qui n'y réside pas est réputé ainsi transmis à tout actionnaire de la corporation ou, selon le cas, à tout bénéficiaire du capital de la fiducie qui y réside, dans la mesure de l'augmentation, résultant de la transmission du bien à la corporation ou à la fiducie, de la valeur des intérêts qu'il possède directement ou indirectement dans la corporation ou dans la fiducie.

La même règle s'applique à une créance due à cette personne par la corporation ou la fiducie et située hors du Québec au moment de son décès lorsque l'augmentation des intérêts de l'actionnaire ou du bénéficiaire résulte de l'annulation de cette créance à l'occasion ou en raison du décès de cette personne.

CHAPITRE IV

CALCUL DE LA VALEUR IMPOSABLE

SECTION I

RÈGLES D'ÉVALUATION

16. La valeur imposable des biens transmis à un bénéficiaire en raison d'un décès est égale à la valeur marchande de ces biens au moment du décès, moins les déductions et les exemptions accordées à ce bénéficiaire aux termes des sections II et III.

17. Aux fins de l'article 16, la valeur marchande de l'ensemble des biens faisant l'objet d'une substitution ou d'une fiducie et réputés transmis au décès d'un disposant à un appelé ou un bénéficiaire du capital en vertu de l'article 6 est égale au moindre de leur valeur marchande au moment du décès du disposant ou de celle des biens compris dans la substitution ou la fiducie au moment où le droit de cet appelé ou de ce bénéficiaire s'ouvre; celle de tout bien auquel s'appliquent les articles 7 et 8 doit être majorée de l'impôt payé ou payable par la personne décédée ou en son nom et prélevé en vertu de toute loi au Canada imposant les dons.

18. La valeur marchande d'une rente ou dotation est égale au montant nécessaire au moment du décès, tel que calculé par le

débiteur de la rente ou dotation s'il s'agit d'une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou dans une province, ou tel que calculé selon la moyenne des valeurs estimées par trois telles personnes dans les autres cas, pour assurer une rente ou dotation équivalente.

19. La valeur marchande de toute créance au moment du décès du créancier en est la valeur nominale si le débiteur lui est lié, au sens des articles 14 et 15 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23), sauf si le débiteur est alors insolvable.

SECTION II

DÉDUCTIONS

20. Un bénéficiaire peut déduire, dans le calcul de la valeur imposable des biens qui lui sont transmis en raison du décès d'une personne, la partie dont il est personnellement tenu:

a) des dettes et charges de cette personne au moment de son décès, y compris les impôts dus en vertu de toute loi prélevant un impôt sur le revenu à l'occasion du décès; et

b) des frais funéraires ainsi que de l'achat d'un monument et d'un terrain dans un cimetière.

21. Aucune déduction n'est accordée dans le calcul de la valeur imposable des biens transmis en raison du décès d'une personne à l'égard:

a) d'une dette pour laquelle il existe un droit de remboursement, dans la mesure où ce droit peut être exercé;

b) d'une dette ou de la partie d'une dette qui, d'après sa nature ou les circonstances dans lesquelles elle a été contractée ou est réclamée, réduirait indûment ou de façon factice le patrimoine de cette personne; ou

c) d'une obligation contractée dans un contrat de mariage, dans la mesure où elle n'est pas remplie au moment du décès.

22. Lorsque les biens transmis en raison du décès d'une personne sont situés en partie au Québec et en partie ailleurs, et en l'absence de toute disposition précise dans le testament de cette personne quant à l'imputation du paiement des charges et dettes existant à son décès, ces dernières, dans la mesure où elles sont déductibles, ne peuvent être déduites dans le calcul de la valeur imposable des biens situés au Québec que dans la proportion de la valeur de tels biens par rapport à la valeur de tous les biens transmis en raison du décès.

SECTION III

EXEMPTIONS

23. Un organisme public constitué au Canada pour des fins culturelles, un organisme de charité et une association canadienne de sport amateur prescrits par règlement ainsi qu'une municipalité et une communauté urbaine canadiennes à qui un bien est transmis en propriété absolue en raison d'un décès sont, sous réserve de l'article 5, exemptés de droits; dans le cas d'un tel organisme de charité ou d'une telle association de sport amateur, cette exemption prend fin dès que le bien cesse d'être utilisé aux fins pour lesquelles ils ont été constitués et ils doivent alors payer les droits qui auraient autrement été payables par eux sur ce bien en raison de ce décès.

24. Sous réserve de l'article 5, lorsque le bénéficiaire est le conjoint de la personne décédée, il est exempté de droits sur les biens qui lui sont transmis en propriété absolue en raison du décès.

25. Lorsque le bénéficiaire est l'enfant de la personne décédée ou une personne qui, au moment du décès, est entièrement à la charge de la personne décédée et âgée de moins de 18 ans et sous la garde et la surveillance de la personne décédée, ou âgée de 18 ans ou plus et fréquentant une école ou une université à plein temps ou à sa charge en raison d'une infirmité mentale ou physique, ce bénéficiaire peut déduire dans le calcul de la valeur imposable des biens qui lui sont transmis en raison du décès un montant n'excédant pas \$75 000.

26. Lorsque le bénéficiaire est le gendre ou la bru de la personne décédée, il peut déduire dans le calcul de la valeur imposable des biens qui lui sont transmis en raison du décès de cette personne la partie de la déduction prévue à l'article 25 qui n'a pas été utilisée par son conjoint, soit que ce dernier n'ait pas hérité, soit décédé ou n'ait pas hérité d'un montant suffisant.

27. Lorsque le bénéficiaire est un descendant en ligne directe de la personne décédée, il peut déduire dans le calcul de la valeur imposable des biens qui lui sont transmis en raison du décès de cette personne, en outre des montants prévus ailleurs dans la présente section, la partie de la déduction prévue à l'article 25 qui n'a pas pu être utilisée par l'ensemble des autres personnes en ligne directe entre lui et la personne décédée, ainsi que par le bénéficiaire, en ligne directe ascendante, visé à l'article 26, soit que ces autres personnes et ce bénéficiaire n'aient pas hérité, soient décédés ou n'aient pas hérité dans l'ensemble d'un montant suffisant pour utiliser en entier la déduction maximum de \$75 000.

28. Lorsque le bénéficiaire visé à l'article 25 a moins de 26 ans, il a droit à une déduction additionnelle de \$2 000 pour chaque année de différence entre 26 et son âge au moment du décès, sans excéder \$50 000.

29. Lorsque, au moment du décès, le bénéficiaire visé à l'article 25 est atteint de cécité totale permanente ou est retenu au lit ou dans un fauteuil de façon permanente, il a droit à une déduction additionnelle de \$50 000.

30. Tout bénéficiaire autre que celui visé aux articles 24 et 25 peut déduire dans le calcul de la valeur imposable des biens qui lui sont transmis en raison d'un décès un montant n'excédant pas \$5 000.

31. L'usufruitier, l'usager ou le bénéficiaire du revenu visé à l'article 5 peut déduire dans le calcul de la valeur imposable des biens grevés la partie de la déduction prévue à la présente section pour le nu-propiétaire ou le bénéficiaire du capital qui n'a pu être utilisée par ce dernier faute d'avoir reçu des biens suffisants à cet effet.

CHAPITRE V

CALCUL DES DROITS

32. Les droits payables par un bénéficiaire, sur la valeur imposable des biens qui lui sont transmis en raison d'un décès, sont les suivants:

a) 20 pour cent de la partie de la valeur imposable qui n'excède pas \$100 000;

b) \$20 000 plus 23 pour cent de la partie de la valeur imposable qui excède \$100 000 si celle-ci est supérieure à \$100 000 mais n'excède pas \$200 000;

c) \$43 000 plus 26 pour cent de la partie de la valeur imposable qui excède \$200 000 si celle-ci est supérieure à \$200 000 mais n'excède pas \$500 000;

d) \$121 000 plus 29 pour cent de la partie de la valeur imposable qui excède \$500 000 si celle-ci est supérieure à \$500 000 mais n'excède pas \$1 000 000;

e) \$266 000 plus 32 pour cent de la partie de la valeur imposable qui excède \$1 000 000 si celle-ci est supérieure à \$1 000 000 mais n'excède pas \$2 000 000;

f) \$586 000 plus 35 pour cent de la partie de la valeur imposable qui excède \$2 000 000 si celle-ci est supérieure à \$2 000 000.

33. Lorsqu'un bénéficiaire résidant ou domicilié au Québec a payé au gouvernement d'un pays étranger, d'une subdivision politique d'un pays étranger ou d'une autre province des droits successoraux sur un bien situé en dehors du Québec, il peut déduire des droits autrement payables par lui le moindre des droits ainsi payés ou des droits proportionnellement attribuables à ce bien, en calculant séparément cette déduction par juridiction.

34. Lorsqu'un bien transmis en raison d'un décès à un bénéficiaire avait fait l'objet d'un don sur lequel un impôt sur les dons a été prélevé en vertu de toute loi au Canada imposant les dons, ce bénéficiaire peut déduire des droits autrement payables par lui le moindre de l'impôt ainsi prélevé ou des droits proportionnellement attribuables à ce bien.

35. Lorsque parmi les biens transmis en ligne directe en raison du décès d'une personne à un bénéficiaire qui réside ou est domicilié au Québec se trouvent des actions d'une corporation privée, le bénéficiaire peut déduire des droits autrement payables par lui la moitié des droits proportionnellement attribuables à ces actions.

Toutefois, si le bénéficiaire, autrement que par suite de son décès, d'une expropriation ou d'une fusion, dispose dans les sept ans suivant le décès de cette personne d'une ou de plusieurs telles actions, il devra alors remettre au ministre le montant qu'il a effectivement déduit à l'égard de ces actions en vertu de l'alinéa précédent, proportionnellement au nombre d'actions dont il aura ainsi disposé par rapport au nombre d'actions qui lui ont été transmises en raison du décès; il devra également remettre le montant ainsi déduit si le revenu brut de la corporation pour un exercice financier de cette période cesse de provenir dans une proportion d'au moins 50 pour cent de l'exercice d'une entreprise active.

36. Aux fins de l'article 35, une corporation est privée lorsqu'au moins 75 pour cent de son revenu brut provient de l'exploitation d'une entreprise active et qu'elle satisfait aux autres conditions prescrites par règlement.

37. Lorsque parmi les biens transmis en ligne directe en raison du décès d'une personne à un bénéficiaire qui réside ou est domicilié au Québec, se trouve un bien utilisé dans l'exploitation d'une entreprise agricole ou une action ou part d'une coopérative ou d'une corporation dont la principale source de revenu est l'agriculture, l'article 35 s'applique *mutatis mutandis* aux droits autrement payables par ce bénéficiaire sur ce bien, cette action ou cette part.

38. Lorsque parmi les biens transmis en raison du décès d'une personne se trouve un bien qui a été transmis à cette personne dans les douze mois précédant son décès en raison du décès d'une autre personne et qui a fait l'objet de droits en vertu de la présente loi ou de la Loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1964, chapitre 70) ou un bien y substitué, le bénéficiaire d'un tel bien peut déduire des droits autrement payables par lui le moindre de 50 pour cent des droits proportionnellement attribuables à ce bien, ou de 50 pour cent des droits payés par la personne décédée en vertu de l'une ou l'autre desdites lois au décès de l'autre personne et proportionnellement attribuables à ce bien.

39. Dans le cas d'une substitution ou d'une fiducie décrite à l'article 6 qui prévoit la remise du bien grevé à l'appelé ou au bénéficiaire du capital dans un délai n'excédant pas 10 ans suivant la date du décès du disposant, cet appelé ou ce bénéficiaire peut déduire des droits autrement payables par lui un montant égal aux droits payés par le grevé ou le bénéficiaire du revenu et proportionnellement attribuables à ce bien, diminué de 10 pour cent pour chaque année ou partie d'année entre ce décès et l'expiration du délai.

40. Une déduction ne peut pas être réclamée à la fois en vertu des articles 33 et 34 à l'égard du même bien; de plus, les déductions prévues aux articles 33 à 37 et 39 se calculent séparément à chaque article sans tenir compte des autres déductions accordées par le présent chapitre alors que celle prévue à l'article 38 se calcule après l'application des articles 35 et 37.

CHAPITRE VI

PAIEMENT DES DROITS ET REMBOURSEMENT

41. Les droits prélevés par la présente loi sont payables au plus tard six mois après la date du décès; toutefois, s'il s'agit du décès d'une personne en service actif dans les forces armées ou dans la marine marchande du Canada, le délai de six mois ne commence à courir que de la date du rapport officiel que cette personne est décédée ou présumée décédée.

Si le bénéficiaire est un appelé ou un bénéficiaire du capital visé à l'article 6, les droits sont payables au plus tard six mois après la date de l'ouverture de son droit.

42. Aucun exécuteur, fiduciaire ou administrateur n'est personnellement responsable du paiement des droits; cependant, il

peut être appelé à payer ces droits à même les biens ou les deniers qu'il a en sa possession appartenant ou revenant aux bénéficiaires et, à défaut par lui de ce faire, il peut être poursuivi pour le montant de ces droits, mais seulement es-qualité, et tout jugement rendu contre lui en cette qualité ne peut être exécuté que sur ces biens ou ces deniers.

43. Sous réserve de l'article 44, lorsqu'au moins les deux tiers de la valeur marchande des biens transmis en raison du décès d'une personne à un bénéficiaire se composent d'actions ou d'immeubles, ce bénéficiaire peut choisir, dans la forme prescrite par le ministre et dans le délai requis pour produire la déclaration visée à l'article 48, d'acquitter les droits dus par lui en versements annuels, égaux et consécutifs, n'excédant pas quatre, tel que spécifié dans son choix, pourvu qu'il fournisse au ministre des sûretés que ce dernier juge satisfaisantes.

Le premier versement doit être fait au plus tard à la date à laquelle les droits auraient autrement été payables et les autres au plus tard à la même date de chacune des années subséquentes.

Un intérêt au taux fixé en vertu de l'article 28 de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22) doit être payé sur tout versement ainsi fait pour la période s'étendant de la date à laquelle les droits auraient autrement été payables jusqu'au jour du paiement.

44. L'article 43 s'applique *mutatis mutandis* aux droits payables sur les actions, biens ou parts visés aux articles 35 et 37 comme si l'expression «n'excédant pas quatre» se lisait «n'excédant pas sept».

45. Nonobstant l'article 95 de la Loi du ministère du revenu, le ministre peut émettre un avis de cotisation ou de nouvelle cotisation jusqu'à l'expiration des quatre ans suivant la période de sept ans prévue aux articles 35 et 37.

46. Toute personne visée aux articles 5 et 6 doit voir à ce que les droits sur les biens grevés en sa faveur soient payés, et ces biens peuvent être employés au paiement de ces droits; si nécessaire, elle peut, avec l'autorisation d'un juge de la Cour supérieure et aux conditions fixées par celui-ci, aliéner ou engager ce bien pour faire ce paiement.

47. Tout droit au remboursement des droits payés en trop et toute action en répétition de tels droits se prescrivent par quatre ans à compter de la plus tardive des deux dates suivantes: celle où les droits sont payables ou celle de l'émission de l'avis de cotisation.

CHAPITRE VII

ADMINISTRATION

SECTION I

DÉCLARATION ET PRODUCTION DE DOCUMENTS

48. Tout bénéficiaire, exécuteur, fiduciaire ou administrateur doit, dans les six mois qui suivent le décès d'une personne, produire au ministre une copie conforme du testament, de tout codicille, du contrat de mariage et de tout acte de disposition de biens réputés transmis par son décès, qui ont été faits par cette personne, ainsi qu'une déclaration en la forme prescrite par le ministre et contenant les renseignements y requis.

49. Lorsqu'un bien est réputé transmis en raison d'un décès en vertu de l'article 12 ou est découvert après la production de la déclaration requise par l'article 48, les personnes visées à ce dernier article doivent, dans les soixante jours du transfert mentionné à l'article 12 ou de cette découverte, produire au ministre une déclaration complémentaire.

50. Une déclaration dûment produite par l'une des personnes mentionnées à l'article 48 libère toutes les autres de l'obligation d'en produire une si elle contient tous les renseignements nécessaires pour établir le montant des droits payables par chaque bénéficiaire.

51. Toute corporation, fiducie ou société ayant son siège social ou sa principale place d'affaires au Québec et dans laquelle une personne décédée en dehors du Québec détenait des intérêts, actions, obligations ou autres valeurs ou une participation doit, dans les soixante jours de la date où elle prend connaissance du décès, produire au ministre une déclaration contenant le nom et l'adresse de la personne décédée, la date du décès et la valeur marchande de ces intérêts, actions, obligations, autres valeurs ou de cette participation.

52. Tout fiduciaire doit informer le ministre de la donation en fiducie dans les soixante jours de la date où il apprend le décès du donateur; si la donation n'a pas été faite par acte notarié, l'information doit être accompagnée d'une copie conforme de l'acte de fiducie.

SECTION II

PERMIS ET CERTIFICATS

53. Nul transfert d'un bien transmis ou réputé transmis en raison du décès d'une personne, sauf un bien ayant fait l'objet d'un don entre vifs par cette personne, ne peut être valide ou donner lieu à un titre valide à l'égard de ce bien tant que le ministre n'a pas délivré un permis de disposer; le ministre délivre ce permis lorsque les droits payables relativement à ce bien ont été payés ou font l'objet de garanties qu'il juge suffisantes ou qu'aucun droit n'est exigible.

54. Tant que le permis de disposer mentionné à l'article 53 n'a pas été délivré à l'égard d'un bien, un exécuteur, fiduciaire, administrateur, curateur ou bénéficiaire ne peut consentir au transport de ce bien, et:

a) si le bien consiste en des actions, obligations ou autres valeurs, personne ne peut accepter, ou insérer dans les livres d'une corporation, un transfert de ces actions ou un enregistrement de ces obligations ou autres valeurs;

b) si le bien consiste en de l'argent déposé au nom d'une personne décédée ou dans un compte commun, le débiteur ou dépositaire ne peut le remettre ni le transporter au nom d'une autre personne;

c) si le bien consiste en titres, sommes, valeurs, documents ou objets quelconques appartenant à une personne décédée, le détenteur, dépositaire ou débiteur, de quelque chef que ce soit, de ce bien ne peut en effectuer la restitution, la remise, le paiement, l'échange ou le transfert;

d) si le bien consiste en un immeuble appartenant, lors de son décès, à une personne décédée, ou en une créance grevant un immeuble en sa faveur, par privilège ou hypothèque, le registraire ne peut en enregistrer la transmission ni la quittance et le permis de disposer doit, avant que l'enregistrement ne soit fait, être déposé au bureau du registraire pour y être conservé et, à moins qu'il ne s'agisse d'une radiation de droits réels, noté à l'index aux immeubles;

e) si le bien est un montant dû par un assureur à l'occasion ou en raison d'un décès, cet assureur ne peut en effectuer un paiement valide.

55. L'article 54 ne s'applique pas lorsque le bénéficiaire du bien y visé est le conjoint de la personne décédée.

56. Nonobstant l'article 54, tout dépositaire, détenteur ou débiteur visé aux paragraphes *b* et *c* dudit article peut, sans atten-

dre la délivrance du permis de disposer y mentionné, remettre une somme n'excédant pas \$1 500 et l'assureur visé au paragraphe *e* dudit article peut, sans attendre la délivrance dudit permis, payer à l'enfant ou aux père, mère, gendre, bru, beau-fils ou belle-fille de la personne décédée une somme n'excédant pas dans l'ensemble \$10 000, si le bénéficiaire de cette somme est domicilié ou réside au Québec au moment du décès.

57. Toute personne qui remet une somme ou un bien en vertu des articles 55 et 56 doit produire au ministre, en double exemplaire, dans les dix premiers jours du mois suivant la remise, une déclaration en la forme prescrite par le ministre contenant les renseignements y requis.

SECTION III

INVENTAIRES

58. Nul ne doit permettre l'ouverture ou le déplacement de tout contenant, loué par une personne décédée ou son conjoint de toute personne se livrant habituellement à la location de coffres-forts, coffrets de sûreté ou autres contenants, à moins qu'un procès-verbal en constatant l'ouverture et en énumérant complètement et en détail le contenu ne soit dressé par un représentant de la succession de la personne décédée et qu'une copie certifiée conforme par ce représentant et contresignée par le locateur ne soit transmise au ministre.

59. Le procès-verbal visé à l'article 58 peut être remplacé par un inventaire, préparé conformément aux articles 914 et suivants du Code de procédure civile, des biens se trouvant dans le contenant et le notaire instrumentant doit immédiatement en transmettre une copie authentique au ministre.

60. Le locateur d'un contenant visé à l'article 58 ne doit permettre à qui que ce soit de prendre possession d'un bien ou document s'y trouvant, sauf un document mentionné à l'article 48, une police d'assurance ou les titres de propriété d'un immeuble, tant qu'il n'en a pas reçu l'autorisation écrite du ministre ou qu'un permis de disposer requis en vertu de l'article 53 à l'égard de tel bien n'a pas été émis.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

61. Un bénéficiaire qui réclame une déduction en vertu des articles 35 et 37 doit remettre au ministre à titre de sûreté les

certificats d'action ou les parts ou lui consentir un privilège sur les immeubles utilisés dans l'entreprise agricole; le ministre doit remettre ces documents ou consentir à la radiation du privilège lorsque le bénéficiaire lui remet, conformément auxdits articles, le montant ainsi déduit ou lorsque la période y visée a pris fin et qu'aucun droit n'est exigible du bénéficiaire.

62. Lorsqu'un bien transmis en raison d'un décès à un bénéficiaire a fait l'objet d'un don sur lequel un impôt sur les dons a été prélevé en vertu de la Partie VIII de la Loi sur les impôts et que cet impôt excède la déduction prévue à son égard à l'article 34, le ministre doit rembourser cet excédent au bénéficiaire, sauf s'il s'agit d'un bien situé hors du Québec dont le bénéficiaire n'est ni résident ni domicilié au Québec.

63. Quiconque enfreint les dispositions des articles 54, 58 et 60 commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus \$2 000 ou, à défaut, d'un emprisonnement d'au plus un mois.

64. Nonobstant l'article 69 de la Loi du ministère du revenu, le ministre ou un fonctionnaire autorisé par ce dernier peut dire si un testament ou une déclaration a été ou non reçu par le ministre et confirmer si un bien est compris dans une déclaration.

Il peut également donner des renseignements et fournir des documents à tout fonctionnaire chargé de la perception de droits sur les successions pour le gouvernement d'une autre province ou d'un pays étranger à l'égard d'une succession assujettie à des droits successoraux dans cette province ou ce pays, si le gouvernement de cette province ou de ce pays accorde la même faculté aux fonctionnaires du Québec.

65. Le gouvernement peut faire des règlements pour prescrire les conditions que doit remplir une corporation pour se qualifier comme corporation privée et pour généralement prescrire les mesures requises pour l'application de la présente loi.

66. Un règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée; cependant, un règlement adopté pour les fins des articles 23 ou 36 peut, s'il en dispose ainsi, s'appliquer à toute succession ouverte après le 18 avril 1978.

67. Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi.

68. La présente loi remplace la Loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1964, chapitre 70).

69. Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, règlement, contrat ou document, un renvoi à la Loi des droits sur les successions ou à l'une de ses dispositions est censé un renvoi à la présente loi ou à la disposition équivalente de la présente loi.

70. Les règlements adoptés et les ententes, accords ou conventions conclus en vertu de la Loi des droits sur les successions continuent d'être en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou modifiés par des règlements adoptés ou, suivant le cas, par des ententes, accords ou conventions conclus en vertu de la présente loi.

71. Les crédits votés pour l'application de la Loi des droits sur les successions, remplacée par la présente loi, sont affectés à l'application de la présente loi.

72. La présente loi s'applique à toute succession ouverte après le 18 avril 1978, sauf que le permis de disposer visé à l'article 53 peut valablement remplacer le certificat visé à l'article 44 de la Loi des droits sur les successions pour les successions ouvertes avant le 19 avril 1978.

73. Nonobstant l'article 72, le délai prévu aux articles 49, 51 et 52 à l'égard de toute succession ouverte entre le 18 avril 1978 et la date d'entrée en vigueur de la présente loi ne commence à courir qu'à compter de cette date d'entrée en vigueur dans les cas où il aurait commencé à courir avant cette dernière date.

74. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.